

Unité départementale du Haut-Rhin

Mulhouse, le 09/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



EUROGLAS

ZI

68490 HOMBOURG

Références : IR/MC 0541_2022_06_09_EUROGLAS_Visite

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2022 dans l'établissement EUROGLAS implanté ZI 68490 HOMBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROGLAS
- ZI 68490 HOMBOURG
- Code AIOT dans GUN : 0006700541
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

La société EUROGLAS exploite des installations de fabrication de verre, classées Seveso Seuil Bas et soumises à la directive européenne IED (Industrial Emissions Directive).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques accidentels – Contrôle de la tuyauterie d'alimentation en gaz du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Risques accidentels - Contrôle de la tuyauterie	Arrêté Préfectoral du 05/10/2006, article 15.7	/	Mise en demeure, respect de prescription
Risques accidentels - Vanne manuelle	Arrêté Préfectoral du 05/10/2006, article 18.7	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Risques accidentels - Zonage Atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur la tuyauterie de gaz alimentant le four verrier du site. L'objectif était de vérifier la mise en oeuvre du programme de contrôle de celle-ci. Les contrôles sont à réaliser conformément au programme établi. Les résultats sont à analyser au regard d'un critère d'acceptabilité à définir.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Risques accidentels - Zonage Atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage Atmosphère explosive
Prescription contrôlée : « Lorsqu'une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître [...], l'exploitant doit définir, sous sa responsabilité, les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives de façon permanente, semi-permanente ou épisodique. »
Constats : L'inspection a vérifié la définition des zones dans lesquelles une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître en consultant le plan approprié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risques accidentels - Contrôle de la tuyauterie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2006, article 15.7
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la tuyauterie de gaz
Prescription contrôlée : « Les installations présentant le plus de risques, telles que [...] l'installation d'alimentation en gaz naturel, [...] ont des consignes écrites et/ou affichées d'exploitation et de sécurité. Celles-ci comportent notamment: <ul style="list-style-type: none">• [...]• les tuyauteries susceptibles de contenir du gaz devront faire l'objet d'une consigne de vérification périodique, [...]. »
Constats : L'exploitant indique que les tuyauteries alimentant le four en gaz font l'objet d'un contrôle visuel et d'un contrôle de mesure d'épaisseur tous les 60 mois. L'inspection a consulté les rapports des vérifications réalisées le 10/02/16 et le 09/04/21. Le rapport de 2021 ne permet pas de garantir que le programme de contrôle a été correctement mis en œuvre : la nature du contrôle n'est pas indiquée. La vérification de la tuyauterie est à réaliser conformément à votre programme de contrôle. Les résultats doivent être analysés au regard d'un critère d'acceptabilité. Au vu des caractéristiques de la tuyauterie (gaz groupe 1, DN 200 et PS 5,5 bar) l'absence de réalisation des contrôles prévus au programme de contrôle constitue également une non-conformité à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des appareils à pression et des récipients à pression simple.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Risques accidentels - Vanne manuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2006, article 18.7
Thème(s) : Risques accidentels, Vanne manuelle
Prescription contrôlée : « Un dispositif de coupure manuelle, [...] est placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des brûleurs. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué [...]. Il [...] comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. »
Constats : L'inspection s'est rendue sur le terrain au niveau de la vanne manuelle permettant de couper l'alimentation en gaz du site. Elle a constaté : <ul style="list-style-type: none">• la présence d'une clé pour la manœuvrer ;• l'absence d'indications du sens de manœuvre et des positions ouvertes et fermées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription